



DOCUMENTS DE TRAVAIL D'HABITAT III

15 - RÉSILIENCE URBAINE

New York, 31 May 2015





DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LA RÉSILIENCE URBAINE

MOTS CLÉS

Résilience, catastrophes, vulnérabilité, risque, efficacité des ressources, résilience urbaine, changement climatique, écosystèmes, ressources naturelles, réduction des risques des aléas naturels, chocs, épreuves, finances, aménagement urbain, gouvernance

OBJECTIF DU DOCUMENT

Ce document d'analyse vise à fournir des éléments pour atteindre les objectifs du nouveau programme urbain en aidant à mieux comprendre les moteurs des projets de résilience urbaine, à favoriser un système urbain capable d'affronter de nombreux chocs et épreuves de toute nature sans impact majeur et d'améliorer les performances de ces villes au fil du temps. Dans le cadre de la section 5, Ecologie urbaine et environnement, la résilience offre un cadre global pour gérer les risques et saisir les possibilités permettant de faire face à l'augmentation de la fréquence des désastres urbains et des dommages qui en résultent, à l'impact actuel et futur du changement climatique, et d'accroître la protection des ressources naturelles et celle des écosystèmes.

La résilience étant une démarche qui encourage une vision holistique d'un système urbain (à savoir qui tend à comprendre les liens entre le plan spatial d'une ville, les actifs physiques, les fonctions et les dimensions socio-économiques), les auteurs du document recommandent d'intégrer cette approche dans les discussions associées à d'autres thèmes et documents de travail, en particulier l'économie urbaine et le développement spatial (voir les documents dans la section 3).

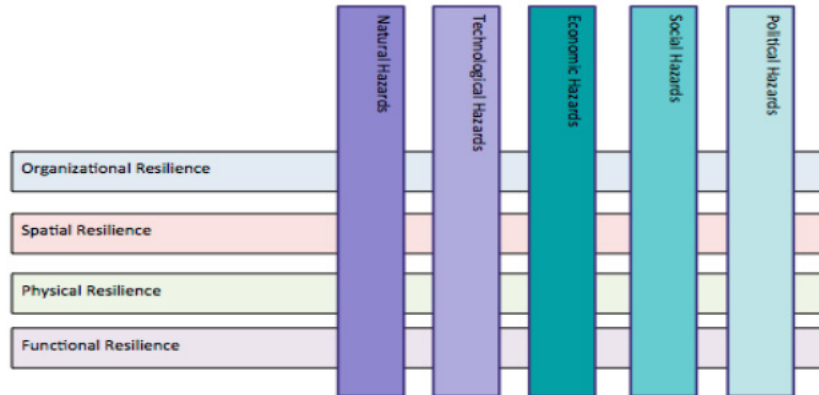
PRINCIPAUX CONCEPTS

Le concept de résilience est à la fois une aspiration et une démarche opérationnelle. Récemment, la résilience a émergé en tant que thème central du développement urbain, servant de base pour un large éventail d'interventions et d'investissements stratégiques au sein des principales institutions de développement à travers le monde et, de manière croissante, au sein de la communauté internationale. La résilience se concentre non seulement sur la façon dont les individus, les communautés et les entreprises font face aux multiples chocs et tensions, mais s'appuie également sur les possibilités d'évolution.

De cette manière, la résilience est tout autant une qualité de développement urbain durable qu'un moteur du développement en lui-même. La résilience à l'échelle d'une ville assimile une zone urbaine à un système dynamique et complexe qui doit s'adapter en permanence aux divers défis d'une manière holistique et intégrée. Le « système urbain » peut se comprendre à travers des échelles fonctionnelles (par ex. la production de recettes municipales), organisationnelles (par ex. gouvernance et direction), physiques (par ex. les infrastructures), et spatiales (par ex. planification et aménagement urbain), illustrées tableau 1.



Tableau 1 : Approche du modèle de systèmes urbains



Source : ONU-Habitat

Toutes les parties du système dépendent implicitement les unes des autres. Que ce soit dans les pays développés ou en développement, les villes sont sensibles aux défaillances et perturbations qui touchent les composants multiples ou individuels du système urbain, qu'il s'agisse de ralentissements économiques, de troubles sociaux, d'épidémies ou d'un échec des autorités à se préparer, et à gérer les faiblesses rencontrées dans le système. Les stratégies de résilience demandent une claire compréhension de cette relation inhérente en partant du point de vue que les villes ne peuvent être résilientes en restant isolées.

Par exemple, l'action de déplacer des zones d'habitation dans des secteurs plus sûrs dans le cas d'une menace particulière telle que des inondations, peut être un moyen de répondre à d'autres sources de tensions, telles que les inégalités. Les stratégies de développement qui se concentrent sur un seul secteur ou un seul défi, aussi bien intentionnées soient-elles, peuvent passer à côté d'occasions qui transformeraient positivement une ville ; voire déclencher de nouvelles menaces. Une zone d'habitation qui est protégée des inondations, mais ne fournit pas de logements abordables ou laisse la population à l'écart des moyens de subsistance, peut déclencher des tensions sociales et contribuer à un cycle de pauvreté et de risques. Ainsi, les inondations en Thaïlande en 2011 touchèrent à Bangkok 73 % des foyers à faibles revenus, contre seulement 21 % pour la population totale de la ville (UNISDR, 2013).



Développer la résilience

Dans la mesure où davantage de personnes et de biens sont concentrés dans les villes, il se développe un éventail de plus en plus complexe d'événements qui peuvent avoir une influence, négative ou positive, sur la résilience (voir le tableau 2). De manière générale, les facteurs qui influencent la résilience d'une ville incluent le type et la gravité des dangers ; la mise en danger des vies et des biens; la vulnérabilité et l'exposition des populations, des biens sociaux et environnementaux ; le degré de préparation des systèmes de gouvernance et d'infrastructures aux aléas.

Tableau 2 : Classification des dangers urbains (chocs et tensions)

| Natural | Technological | Socio-economic-political-cultural Crises |
|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Epidemic and Pandemic• Insect Infestation• Drought• Extreme Temperature• Wildfire• Earthquake• Mass Movement• Volcano• Flood• Storm | <ul style="list-style-type: none">• Chemical Spill• Collapse• Explosion• Fire• Gas Leak• Oil Spill• Poisoning• Radiation• Transport Accident• Systems breakdown (e.g., Water, Energy, ICT, Health, Education, etc.) | <ul style="list-style-type: none">• Housing Crisis• Energy Crisis• Food Crisis• Water Crisis• Terrorism• Massacre• Social Conflict• Economic Crisis• Business Discontinuity• Excessive Unemployment• War• Political Conflict• Corruption |

Source : Banque mondiale, 2014, adaptée à partir de l'outil de profilage de la résilience des villes d'ONU-Habitat, le City Resilience Profiling Tool (CRPT), lui-même inspiré de la classification des dangers par EM-DAT et PreventionWeb.

Le concept de résilience a évolué progressivement au fil des années. L'étude de l'écologie et les analyses sur la manière dont les chocs et les perturbations affectent les écosystèmes ont élargi le concept de résilience à d'autres systèmes. De même, la réduction des risques couvre désormais, outre l'anticipation et la gestion d'une catastrophe, une perspective de prévention intégrant la manière dont les décisions de développement font varier l'exposition aux risques et la vulnérabilité. Surtout, la gestion des risques intègre la notion de résilience au travers de mesures destinées à réduire les impacts .

Un regain d'intérêt pour la résilience, en particulier en territoire urbain, a permis des avancées significatives. Les analyses couvrent un éventail plus large de chocs et d'événements, et intègrent la manière dont ils affectent les systèmes urbains. De plus, la connaissance d'un risque et l'analyse de la vulnérabilité contribuent à identifier des opportunités d'évolution.

Les chocs et tensions de source environnementale ont des effets sur la résilience d'une ville à plusieurs niveaux. La dégradation de l'écosystème, ou la perte de services écosystémiques sur un territoire plus large, peut avoir des effets directs sur la résilience urbaine, telle la relation entre la dégradation d'écosystèmes de bassins ou de zones humides et les inondations urbaines ou la qualité de l'eau. La pollution crée un contexte qui affaiblit la résistance des systèmes urbains et, notamment, la santé humaine..



La rareté des ressources peut aussi créer des tensions. Les ressources en eau mises à part, la pénurie de certaines ressources peut ne pas être perceptible immédiatement dans les limites de la ville ; les modes de production et de consommation non durables sont également sources potentielles de tension.. le document de travail 16 présente des propositions pour atténuer les contraintes exercées sur l'environnement et forger une résistance par la gestion de l'écosystème, l'efficacité des ressources

Des chocs graves associés à des tensions endogènes, telles que le chômage, en particulier parmi les populations jeunes, peuvent à la fois entraver et faire reculer le développement. Les effets des catastrophes aggravent souvent les faiblesses socio-économiques et environnementales existantes dans un système urbain. La combinaison de chocs et de tensions récurrents ou prolongés peut faire basculer les populations vulnérables dans la pauvreté et les y maintenir (Rapport sur le développement dans le monde, 2014).

Développer la résilience demande non seulement une bonne compréhension des risques et des impacts immédiats qu'un choc peut avoir sur une zone touchée, mais également des conséquences en cascade qui peuvent avoir un impact important et prolongé sur les communautés, les systèmes financiers et les espaces géographiques. Considérons, par exemple, les effets à long terme et de grande envergure du tremblement de terre au Japon et du tsunami en 2011 sur les chaînes mondiales d'approvisionnement et sur l'industrie de l'énergie nucléaire.

La résilience sur le nouvel agenda urbain

Les trois piliers du nouvel agenda urbain, à savoir l'aménagement urbain, la législation urbaine et les finances municipales, apportent un cadre très utile pour comprendre la résilience dans un contexte urbain.

Sans un bon aménagement urbain, de mauvais investissements, voire contre-productifs, peuvent prendre le pas sur d'autres, rentables et durables. Sans une bonne gouvernance et une législation appropriée, le cadre des investissements est plus incertain et les bons programmes sont plus difficiles à mener à bien. Sans financement, même les plans les mieux préparés peuvent ne pas se concrétiser et ils pourraient ignorer l'impact à long terme du changement climatique sur des investissements à court terme, entraînant de nouveaux risques en cascade.

En matière de planification, les stratégies de résilience peuvent soutenir un modèle positif d'urbanisation compact, interactif, intégré et participatif, en privilégiant les décisions documentées sur les risques encourus qui sont ensuite testées en fonction de plusieurs types de risques et qui ont le plus d'impact sur la majorité des personnes. À Santa Fe, en Argentine, les autorités municipales ont utilisé le risque d'inondations fréquentes pour créer un « plan d'action de résilience » intégré qui redirigeait le développement vers des zones plus sûres et ont profité de l'occasion pour apporter d'autres améliorations, telles que relier les communautés aux réseaux de transport.



De nombreuses villes dans le monde emploient des stratégies de résilience pour redresser des déséquilibres sociaux, économiques et environnementaux qui sont un héritage de conflits passés, ou le résultat de conditions actuelles. Le projet du « Corridor de liberté » de Johannesburg utilise les lignes tracées pendant l'apartheid pour apporter des améliorations au plan d'urbanisme de la ville et aux réseaux de transport.

Les modèles de développement urbain actuels et l'accumulation des risques dans les zones urbaines en situation précaire sont particulièrement préoccupants. Le rythme de la croissance urbaine dans ces zones, résultat de mouvements migratoires vers les villes et de conflits, aggrave les vulnérabilités et crée une forte pression pour les services urbains de base, la cohésion sociale et la capacité des institutions publiques à répondre aux besoins de la population. L'installation fréquente des migrants dans des bidonvilles particulièrement sensibles aux aléas, fait émerger dans ces zones la menace d'une plus grande instabilité et de plus de déplacements (consulter le document de travail 2).

Le principe de la résilience aide également les urbanistes, les autorités locales et les entreprises à réfléchir aux liens entre aménagement urbain et approches sociales, économiques et environnementales. Par exemple, la résilience aide à comprendre comment une urbanisation galopante rompt les liens entre zones urbaines et lieux de subsistance, et peut également entraîner une dépendance à des énergies d'origine fossile et à des systèmes de transport à émission élevée de carbone. De même, une mauvaise planification urbaine accroît la pression sur les ressources naturelles et sur les écosystèmes qui servent d'instruments d'atténuation du changement climatique et d'écrans physiques aux événements climatiques, et contribue à la dégradation du sol (voir les documents de travail 16 et 17). Être sensibilisé aux liens entre les risques et les opportunités de changement aide les décideurs municipaux et les investisseurs à établir des politiques durables et prendre des décisions en matière d'investissements mieux documentées. Relier entre eux tous ces éléments au profit d'une ville durable et résiliente est particulièrement cruciale si l'on tient compte du fait que 60 % des zones qui devraient être urbanisées d'ici 2030 restent à construire (voir le document de travail 18).

Une approche résiliente du développement peut également favoriser une bonne gouvernance en distribuant les tâches de régulation dans les zones urbaines, en particulier dans les pays en développement, en fonction des vulnérabilités face aux aléas naturels et autres dangers. La corruption ou le manque d'intérêt dans les stratégies de contrôle et d'application des règles peuvent être associés à certaines des pires catastrophes des temps modernes. Avant le séisme de 1999 en Turquie, qui fit 17 000 morts, 65 % des immeubles à Istanbul et dans d'autres villes avaient été construits en violation des codes locaux de la construction. En revanche, le tremblement de terre d'une magnitude de 8.2 qui a secoué le Chili en avril 2014, et les répercussions qui en ont découlé, ont mis en exergue les avantages qu'il y avait à investir dans la préparation aux catastrophes naturelles et dans la réduction des risques associés aux dangers sismiques. Le très faible nombre de morts et la résistance des constructions et infrastructures, ainsi que l'évacuation de 900 000 personnes des zones côtières consécutive à une alerte au tsunami, témoignent de l'application de codes de construction stricts, illustrant ainsi les avantages à investir dans la sensibilisation du public et des systèmes d'alerte rapide.



La résilience joue également un rôle primordial dans les décisions financières qui ont des conséquences sur la forme de la ville et ses fonctions. Par exemple, la Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, qui a préalablement pris en compte les risques liés au changement climatique pour ses décisions en matière d'investissement, vise désormais à examiner certains projets d'infrastructure à grande échelle au travers du prisme plus large de la résilience. Une initiative distincte conduite par la Banque mondiale et la Medellín Collaboration on Urban Resilience vise quant à elle à comprendre dans quelle mesure cette approche plus large de la résilience influence non seulement les décisions en matière d'investissements, mais favorise également les innovations liées au financement urbain.

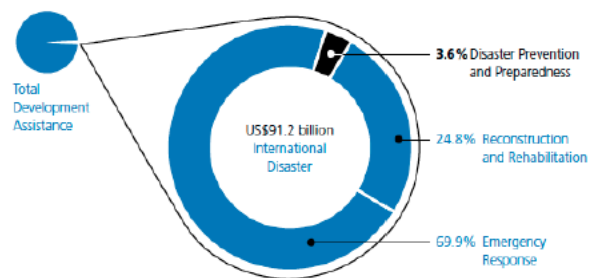
FAITS ET CHIFFRES CLÉS

- Les ménages pauvres ont tendance à être moins résilients que les ménages plus riches. Lors d'une étude en janvier 2010, les ménages riches ayant subi le tremblement de terre à Haïti ont pu retrouver leurs conditions de vie initiale plus rapidement alors que les ménages pauvres devenaient encore plus tributaires des emplois temporaires et ils étaient enclins à réduire leur consommation ou à retirer les enfants des écoles (Overseas Development Institute, 2013).
- Une analyse récente des risques conduite dans 616 grandes métropoles, représentant une population de 1,7 milliard de personnes, ou près de 25 % de la population mondiale et approximativement la moitié du PIB global, a montré que les risques d'inondation menacent plus de personnes que toute autre catastrophe naturelle. Ces risques liés aux débordements de rivières représentent un danger pour plus de 379 millions de citoyens, suivis des tremblements de terre et des vents violents pouvant toucher respectivement 283 millions et 157 millions de personnes (Hausmann, 2013).
- Treize des villes les plus peuplées dans le monde sont des centres d'échange côtiers qui sont essentiels dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Nombre d'entre elles sont exposées à des inondations et des tempêtes. L'évaluation des biens économiques à risque devrait augmenter entre 2005 et 2070 de 416 milliards de dollars à 3 513 milliards de dollars à Miami, de 8 milliards de dollars à 544 milliards de dollars à Dhaka et de 84 milliards de dollars à 3 557 milliards de dollars à Canton (Rapport d'évaluation globale, 2013).
- Un écart mesurable entre les investissements dans la résilience aux désastres et les dépenses conventionnelles en réponse à une crise (voir tableau 3). Selon certaines estimations, pour 100 dollars dépensés dans l'aide au développement, seulement 40 cents ont été investis dans la réduction des risques. En parallèle, le montant des dommages liés aux risques naturels dans les pays en développement s'élèvent à 862 milliards de dollars (somme considérablement sous-estimée), d'une valeur équivalente à un tiers de l'aide internationale au développement.
- D'ici 2020, près de 1,5 milliard de personnes dans les pays en développement vivront dans des bidonvilles (ONU-Habitat). Du fait que ces derniers sont souvent construits sur des secteurs à haut risque, tels que des zones côtières et plaines inondables, et que les infrastructures sont en général de mauvaise qualité, la vulnérabilité de ces populations aux effets de changement du climat augmente d'un facteur de 10 (Rapport parrainé par la Banque mondiale, Baissons la chaleur : phénomènes climatiques extrêmes, impacts régionaux et plaidoyer en faveur de la résilience).



- Environ 15 % de la population mondiale vit dans des pays fragiles et touchés par des conflits. Cette même population comprend un tiers de personnes vivant dans une extrême pauvreté.¹ D'ici 2050, on estime que plus de la moitié (56 %) de ces personnes en situations fragiles seront situées dans les villes.

Tableau 3 : Répartition de l'APD en réponse à des catastrophes vs résilience (en dollars US)



Source : GFDRR (Dispositif mondial de réduction des catastrophes et de relèvement), Gérer les risques de catastrophe pour protéger le développement : Une stratégie pour le dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement 2013-2015

PROBLEMATIQUE

Des progrès notables ont déjà été accomplis en matière de connaissance, de cadre politique, d'engagement de partenaires et de projets pour conforter la résilience des villes. .

Les liens entre les risques et les systèmes urbains sont bien mieux compris ces dernières années. Plusieurs initiatives sont entreprises pour harmoniser les mesures de la résilience urbaine, et veiller à ce que ces approches soient utiles aux autorités locales et alignées avec les processus nationaux et internationaux.

Un certain nombre d'outils et de méthodologies sont déjà disponibles pour aider les villes à évaluer leurs vulnérabilités et « tester » leur résilience à différents aléas. Ces derniers, accompagnés d'exemples de bonne pratique, sont disponibles en ligne (voir ci-dessous les plates-formes existantes). Améliorer les outils et la base de connaissance, ainsi que les mécanismes pour partager des expériences entre les municipalités reste une priorité pour de nombreux partenaires.

Les informations sur les risques, notamment les données sur la vulnérabilité et sur l'exposition aux risques naturels et anthropologiques, sont essentielles pour organiser la résilience. Les données relatives aux dommages, les évaluations de risques et les prévisions en matière de changement climatique sont des outils fondamentaux pour orienter les programmes et les investissements, et identifier les éventuelles actions transformatrices. Bien que cela soit reconnu comme une priorité mondiale, ces outils ne sont pas encore disponibles dans toutes les villes.

¹ World Bank inputs to the post-2015 HFA, 2014



Pour autant, dans un tel contexte, la connaissance et les outils pour organiser la résilience aux désastres restent les plus avancés. Il reste à investir davantage dans la compréhension des causes et des conséquences d'autres événements, tels que ceux associés à l'environnement et aux conflits.

À l'échelle mondiale, le dialogue entre pays est actif : il porte sur la résilience dans le cadre d'accords internationaux, notamment l'UNFCCC (Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique), sur les objectifs de développement durable et sur le financement pour le développement. Les débats ont débouché sur de nouveaux engagements pour renforcer la résilience aux désastres avec la signature par 185 pays en mars 2015 du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. L'accord fixe sept objectifs mondiaux visant à réduire les pertes en vies humaines, et portant aussi sur les moyens de subsistance et les biens économiques (entre autres) ; au travers d'actions locales. Le cadre de Sendai met significativement l'accent sur les efforts à fournir pour éviter l'apparition de risques de catastrophes et introduit quatre priorités d'actions pour organiser la résilience dans les zones urbaines.

De nombreuses politiques nationales intègrent la résilience aux risques et sont de plus en plus insérées dans les mesures de lutte contre le changement climatique. Pour autant, les efforts visant à harmoniser ces mesures avec des politiques qui associent la résilience à d'autres facteurs de tension restent insuffisants. Ceci est également le cas au niveau des autorités locales bien que certaines municipalités, avec leurs partenaires, déploient des efforts pour répondre à ce besoin.

Organiser la résilience requiert une approche intégrant l'ensemble de la société, en particulier dans les villes, où les secteurs clés des autorités locales doivent s'impliquer totalement et de manière coordonnée. Les acteurs du secteur privé et du milieu technique et scientifique ainsi que de la communauté (notamment les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap, entre autres) sont de plus en plus impliqués dans la construction de la résilience urbaine. Des efforts pour procéder à une expertise proactive en matière d'économie, d'environnement, de santé et dans les domaines associés permettront de veiller à ce que l'approche soit holistique.

Les piliers du nouvel agenda urbain apportent des orientations sur la manière de rendre opérationnel l'agenda sur la résilience en développant un rôle positif pour l'urbanisation qui embrasse les différents éléments physiques, sociaux, environnementaux et économiques d'une ville.

VECTEURS D'ACTION

- Optimiser les instruments de planification des villes afin de réduire les risques et éviter l'apparition de nouveaux dangers tout en se préparant en parallèle aux risques liés aux catastrophes naturelles, technologiques ou climatiques, notamment en :
 - // renforçant les compétences techniques et scientifiques et consolider les connaissances existantes ;
 - // consolidant les connaissances des représentants des autorités nationales et locales, de la société civile, des communautés et des bénévoles, ainsi que du secteur privé, en partageant des expériences, des enseignements tirés, les meilleures pratiques, des formations et des programmes d'enseignement ;



- // développant des mécanismes pour permettre de suivre, évaluer et présenter des rapports sur les progrès vis-à-vis de l'organisation de la résilience urbaine.
- Développer ou améliorer les politiques existantes, y compris les politiques urbaines nationales, et encourager des villes compactes qui favorisent l'intégration sociale et sont elles-mêmes mieux intégrées et reliées afin de promouvoir le développement urbain durable, notamment en :
 - // définissant clairement les rôles, les responsabilités et les mécanismes pour améliorer la coordination entre les acteurs pertinents, mettre l'accent sur l'autonomisation des autorités locales et des communautés locales avec les ressources, les mesures incitatives et les responsabilités décisionnelles appropriées ;
 - // développant des instruments et des mécanismes qui permettent d'appliquer des politiques et des cadres réglementaires.
 - Développer des mécanismes/instruments visant à promouvoir la cohésion entre les systèmes, les secteurs et les organisations avec les politiques, plans, programmes, processus et investissements dans la résilience urbaine, notamment en :
 - // sélectionnant des plans et des programmes d'investissement pour la cohésion et l'intégration des critères de résilience urbaine ;
 - // encourageant la coordination entre les institutions financières mondiales et régionales en vue d'évaluer et de prévoir les éventuels avantages économiques et sociaux, ainsi que les impacts d'un urbanisme résilient ;
 - // favorisant les investissements à long terme dans l'innovation et le développement de technologie pour un urbanisme résilient ;
 - // encourageant la coopération entre le secteur privé, les institutions financières et les entités gouvernementales (à tous les niveaux) et scientifiques pour développer de nouveaux produits et services visant à faciliter la mise en œuvre d'un plan urbain résilient ;
 - // réexaminant les modèles de consommation et de production des villes et l'impact qu'ils ont sur leur pérennité à long terme, incorporant la connaissance des besoins en ressources actuels et futurs dans le programme.

PLATEFORMES ET PROJETS

De nombreux mécanismes sont en place et des initiatives sont en cours pour soutenir la résilience urbaine. Parmi quelques exemples, citons :

1. The Medellín Collaboration on Urban Resilience (MCUR) [collaboration avec Medellín sur la résilience urbaine] : <http://goo.gl/3cvQGb>
2. The Cities Alliance : <http://www.citiesalliance.org/>
3. PNUÉ, Initiative mondiale pour des villes économes en ressources (GI-REC): <http://goo.gl/ZteUom>.
4. <http://www.unep.org/ccac/Initiatives/CCACHealth/tabid/133348/Default.aspxWorld>
Humanitarian Summit Urban discussions: https://www.worldhumanitarianissummit.org/whs_urban
5. Campagne mondiale pour la prévention des catastrophes - « Pour des villes résilientes – Ma ville se prépare » : <http://www.unisdr.org/campaign/resilientcities/>



6. UN-HABITAT I'm a city changer: <http://imacitychanger.unhabitat.org/>
7. SIPC - ONU Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe : <http://www.unisdr.org/we/coordinate/global-platform>
8. Partnership for Environment and Disaster Risk Reduction (PEDRR) [Partenariat pour la réduction des risques de catastrophes et environnementaux] : <http://pedrr.org/about-us/>
9. Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophes GFDRR: <https://www.gfdr.org/>
10. IFRC 1 Billion Coalition for Resilience (disponible en anglais) : <http://www.ifrc.org/one-billion-coalition/>
- 11.ICLEI Annual Global Forum on Urban Resilience and Adaptation (disponible en anglais) : <http://resilient-cities.iclei.org/>
12. UNEP/UN-Habitat Greener Cities Partnership (disponible en anglais) : <http://unhabitat.org/unep-and-un-habitat-greener-cities-partnership/>
- 13.City Resilience Profiling Programme: <http://unhabitat.org/city-resilience-profiling-programme/>

Les Documents de Travail d'Habitat III ont été rédigés par l'Équipe de Travail des Nations Unies, un groupe constitué d'agences et programmes de l'ONU contribuant conjointement à l'élaboration du Nouveau Programme pour les villes. Les Documents de Travail furent finalisés lors d'ateliers dédiés à l'Équipe de Travail de l'ONU qui ont eu lieu à New York du 26 au 29 Mai 2015.

Ce document de travail a été élaboré avec la contribution de ONU-Habitat, PNUE, UNISDR, UNITAR, DEAS, OMM, UNICEF, CBD, FNUAP, UNICRI et ONU Femmes

La traduction des Documents de Travail en Français a été facilitée par le Gouvernement Français.